



TEMOIGNAGE : un chercheur de Montpellier alerte sur la gestion du Covid "le gouvernement effraie la population"

Didier Montet, chercheur au Cirad de Montpellier, a signé une tribune pour dénoncer des mesures gouvernementales "disproportionnées". Aux côtés de près de 300 autres scientifiques, il alerte sur la stratégie sanitaire menée par le gouvernement depuis le début de l'épidémie.

Alors que le gouvernement parle d'une aggravation de la situation sanitaire en France, près de 300 scientifiques, médecins et universitaires pointent du doigt les lacunes de la politique menée par le gouvernement depuis le début de l'épidémie. Selon eux, "il est urgent de changer de stratégie sanitaire face au Covid-19. Nous ne voulons pas être gouvernés par la peur".

"Le gouvernement effraie la population"

Parmi les signataires, le docteur Didier Montet, chercheur et expert en sûreté des aliments et en gestion de crise sanitaire. Il a obtenu son doctorat en microbiologie alimentaire à l'Université de Montpellier. Depuis, il mène des recherches dans le domaine alimentaire et plus particulièrement en sûreté des aliments. Il a notamment créé l'équipe du Contrôle des contaminants le long de la chaîne alimentaire à l'UMR Qualisud au Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) de Montpellier.

Le gouvernement effraie la population pour qu'elle se protège contre ce virus, à tel point qu'il y a des informations qui paraissent dramatiques sur une situation qui ne l'est pas. Aujourd'hui, les gens ont peur du Covid-19, et on sait que la peur ça tue.

Didier Montet, chercheur et expert en sûreté des aliments et en gestion de crise sanitaire

Hier, mardi 13 octobre, le ministre de la Santé a annoncé le placement de Montpellier et sa métropole en zone d'alerte maximale en raison de la propagation du virus. Sur son compte Twitter, Michaël Delafosse, le maire de Montpellier exprime à ce sujet, "Les prochaines semaines vont être difficiles". A la suite du point de situation sur l'évolution de l'épidémie de COVID19 fait par Olivier VERAN, Ministre de la Santé et des Solidarités, lors d'une conférence de presse jeudi 8 octobre, Jacques WITKOWSKI, Préfet de l'Hérault, vient hier au soir de confirmer le passage de Montpellier et de sa Métropole en zone "d'alerte maximale" et, par conséquent, la mise en oeuvre de nouvelles mesures de restriction sanitaire.

Les prochaines semaines vont être difficiles. Afin de lutter ...

En conséquence, les bars et les cafés ont dû fermer leurs portes, les restaurants doivent renforcer leur protocole sanitaire. Pourtant, "le nombre de tests positifs n'a pas énormément augmenté entre vendredi dernier et hier mardi", exprime Didier Montet.

Calculs "flous"

"On ne sait pas interpréter les chiffres en France et surtout, il y a énormément de flous dans la méthode de calculs qui est utilisée par le gouvernement. Il manque par exemple systématiquement pour les tests PCR, les types d'appareils, les modes opératoires utilisés et les écarts types qui sont pourtant obligatoires pour toutes les publications scientifiques concernant des analyses. Forcément, il y a un problème de calcul choisi volontairement pour faire peur aux citoyens", précise Didier Montet. Selon lui, le taux d'incidence - le nombre de tests positifs PCR pour 100 000 habitants - augmente mathématiquement avec le nombre de tests réalisés.

Selon lui, l'épidémie est à relativiser dans la mesure où "la probabilité d'en mourir est très faible", détaille le docteur Montet dans ces calculs :

"Il y a dans ce cas 50 cas positifs pour 100 000 habitants - limite de la zone rouge - soit 0,05 % de la population. En considérant que 90 % de la population ne présentera pas de symptôme, il y aura donc 10 patients symptomatiques pour 200 000 habitants. Parmi ces patients, une infime partie ira à l'hôpital (574 patients /jour en moyenne sur 7 jours en France) et 987 en réanimation et très peu mourront (117 morts le 13 octobre en France), ce qui fait 0,0000004 morts par habitant et par jour".

Je ne souhaite à personne d'attraper le virus, mais il faut simplement reconnaître que les chances d'être gravement malades avec cette maladie sont très faibles.

Didier Montet, chercheur et expert en sûreté des aliments et en gestion de crise sanitaire,

Mesures disproportionnées

Au cœur de cette tribune portée par près de 300 scientifiques deux interrogations majeures sont soulevées :

- Les consignes données à la population pour éviter la propagation du virus.
- Le retard pris dans le lancement d'une campagne massive de tests de dépistage par PCR.

Selon le docteur Montet, les mesures prises par le gouvernement seraient disproportionnées par rapport à la menace réelle du virus. Il explique par exemple que porter le masque à l'extérieur n'a aucun sens dans la mesure où la probabilité d'attraper un virus est vraiment "très mince", si on respecte les mesures de distanciation sociale.

Si on prend l'exemple de la Lozère, on a enregistré 6 décès depuis le début de l'épidémie et 10 hospitalisations en cours. C'est un chiffre très faible par rapport aux mesures qui sont prises, tel que le port du masque obligatoire sur les marchés et les foires.

Didier Montet, chercheur et expert en sûreté des aliments et en gestion de crise sanitaire

Manque de lits en réanimation

Pour ce chercheur, la France est largement en capacité d'accueillir et de soigner les malades, mais il y a nouveau sur ce point un problème de gestion des malades. "Il y a au total 120 hôpitaux ou cliniques en Occitanie. Quand on me parle de saturation ça m'inquiète. Ce qui gêne l'Etat actuellement, ce sont les malades graves, car on a que 5 000 lits de réanimation. Dans les grandes villes, on est à 30 % de saturation parce que tous les lits de réanimation sont dans les grands CHU. Mais finalement si on répartissait les malades, on n'aurait pas le même constat. On divulgue une peur qui n'est pas justifiée", déclare Didier Montet.

La France compte en effet 5 432 lits de réanimation pour une population de près de 67 millions d'habitants. A titre de comparaison, l'Allemagne compte 28 000 lits pour une population d'environ 83 millions d'habitants.

Communication verrouillée

Autre problématique pointée du doigt par ces spécialistes, la communication entièrement verrouillée par le gouvernement. "Pendant le confinement, on a reçu une instruction qui était de ne rien publier sur les recherches qui étaient menées autour de ce virus. En tant que chercheur Cirad, c'est la première fois de ma vie que je reçois un ordre de ne pas publier", révèle Didier Montet.

Selon eux, la composition du Conseil Scientifique pose question : Il est

intéressant de se pencher sur la composition du "Conseil scientifique Covid-19", "il est constitué de 12 membres et chargé d'éclairer la décision publique pour lutter contre la pandémie : 8 médecins de différentes spécialités, 1 statisticien, 1 sociologue, 1 anthropologue et 1 responsable d'ONG. On doit constater que les membres pathologistes de ce comité sont tous issus du milieu médical. Il n'y a aucun représentant des unités non médicales de recherche fondamentale, ni aucun agronome ou vétérinaire n'est présent dans ce comité".

Ce mercredi soir, le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, sera interviewé sur TF1 et France 2 à partir de 19 h 55. Une intervention au cours de laquelle il devrait dévoiler une série de nouvelles mesures contraignantes.